

Chatou : les bâtiments municipaux vendus pour permettre le regroupement des services



Chatou. La mairie devrait être l'un des seuls bâtiments conservés dans le patrimoine de la ville. LP/OLIVIER BOITET

Un guichet unique et des services municipaux regroupés en un même lieu à la rentrée 2019. Voilà l'objectif que s'est fixé le maire de Chatou, Ghislain Fournier (LR) pour qui la situation actuelle n'est profitable « ni aux agents ni à la population ». La ville va ainsi faire l'acquisition d'un bâtiment inoccupé de 2 500 m² au sein de l'espace Lumière, jusque-là propriété du groupe Colas, pour un montant de 1,9 M€. En ajoutant les travaux de réhabilitation, l'addition atteindrait environ 7 M€. « L'idée est de n'avoir recours ni à l'emprunt ni à la fiscalité », explique Ghislain Fournier qui compte financer l'opération grâce aux ventes conjointes de deux petits terrains et de cinq bâtiments municipaux, essentiellement de grandes maisons du XIX^e siècle qui « coûtent une fortune en entretien et qui ne sont plus aux normes ». « Elles servaient uniquement aux services, cela n'avait pas de sens de les garder », ajoute le maire en précisant que ces ventes se feront « sans aucun droit à construire ni modification de l'aspect extérieur ». Seule sera conservée l'actuelle mairie, avec ses salles du conseil et des mariages qui garderont leur fonction actuelle. À l'étage, le maire prévoit notamment la création d'un bureau-musée au nom de Maurice Berteaux, ancien Ministre de la Guerre et maire de Chatou de 1891 à 1911 et des salles de réception. « La mairie doit rester le symbole de la ville », assure Ghislain Fournier.

Chatou : les bâtiments municipaux vendus pour permettre le regroupement des services - Le Parisien

Mais bien qu'adopté « à l'unanimité » par le conseil municipal en décembre, le projet fait visiblement grincer quelques dents. Dans un tract distribué aux habitants, l'association pour le développement raisonné et l'environnement à Chatou (Adrec), qui s'était déjà opposé au projet de plan local d'urbanisme (PLU), regrette ainsi que l'opération soit financée « par la vente des bijoux de famille ». « On remplace un patrimoine de grande valeur artistique, culturelle, historique et en constante valorisation par un bâtiment banal, obsolète, en constante dépréciation », indique le texte. Une [pétition en ligne](#) a été lancée sur le site de l'association. Elle compte à ce jour 90 signatures.

leparisien.fr

Sébastien Birden